

CONNAISSANCES INNOVATRICES ET COOPÉRATION INTERNATIONALE POUR DES TERRITOIRES ATTRACTIFS: LE PROGRAMME CIDEL AU SÉNÉGAL

*Oumar Wade, Alessandra Pierella et Fatoumata Signaté**

Le programme CIDEL: fruit de la coopération entre le Sénégal et l'Italie

Face aux défis mondiaux liés notamment à la coopération internationale et à la gouvernance participative, le Sénégal et l'Italie se sont engagés depuis 2011 dans une phase de partenariat marquée par une prise en compte du développement territorial et de la coopération décentralisée. En effet, les deux pays ont conclu une convention de coopération mise en œuvre à travers un programme expérimental dénommé «Connaissance Innovatrice et Développement local» (CIDEL). Effectif sur le terrain qu'à partir d'août 2013, le programme CIDEL, avait pour objectif de renforcer le processus de développement économique local et d'harmoniser les interventions de la coopération décentralisée entre collectivités territoriales italiennes et sénégalaises jusque-là éparpillées.

Le ministère sénégalais chargé de la gouvernance locale et de l'aménagement du territoire a assuré l'exécution technique du programme par le biais de sa cellule de planification et d'évaluation technique des programmes et projets (CPETP) avec l'appui méthodologique de l'Ecole Internationale KIP (KIP IS). Les résultats du programme CIDEL exposés en juillet lors de la semaine sénégalaise à l'Exposition universelle Milan 2015 dans le Pavillon KIP découlent de trois activités complémentaires innovantes de valorisation d'expériences endogènes développées par des acteurs territoriaux du Sénégal et d'Italie. Il s'agit du concours national sur les pratiques innovantes en matière de développement local, de la promotion d'une démarche participative de marketing territorial et de la Summer School nationale sur le développement local et la participation citoyenne.

Le présent article retrace le contexte, les finalités et les principaux résultats capitalisés. Aussi, apporte-t-il un regard critique sur les processus empruntés, les obstacles et limites de ces expériences. Enfin, il explore les pistes de pérennisation et de modélisation des connaissances innovatrices systématisées dans le cadre du programme.

* Oumar Wade est coordonnateur de la Cellule de Planification et d'Évaluation Technique des Programmes et Projets (CPETP) du Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire (MGLDAT). De 2013 à 2015 il a été Coordonnateur du Programme CIDEL.

Alessandra Pierella a commencé son expérience au Sénégal dans le cadre du Programme CIDEL et travaille pour KIP IS en collaboration avec le MGLDAT.

Fatoumata Signaté est assistante de recherche à la Cellule de Planification et d'Évaluation Technique des Programmes et Projets

CIDEL: Une contribution à la politique de décentralisation et du développement territorial du Sénégal

Au niveau national, le CIDEL cadre parfaitement avec les orientations stratégiques du Programme Sénégal Emergent (PSE) et de l'Acte 3 de la décentralisation. En effet, les autorités sénégalaises veulent à travers ces deux reformes renforcer les capacités humaines et les potentialités économiques des communautés à la base. Dans leurs lignes directrices, ces deux reformes visent à susciter un dynamisme économique grâce à la construction d'une cohérence territoriale basée sur des «territoires viables, compétitifs et porteurs de développement durable¹».

En effet, face à la dépendance des communautés locales vis-à-vis de l'Etat, le gouvernement cherche à favoriser le développement endogène c'est-à-dire initié par et pour les populations, basé sur la valorisation des potentialités et ressources de leurs terroirs. Conformément aux objectifs du PSE, il s'agit de renforcer les initiatives locales pour créer des territoires autonomes, économiquement viables et porteurs de dynamiques durables. Une vision stratégique qui figurait déjà dans le document de référentiel des politiques publique d'avant PSE qu'est la Stratégie Nationale de Développement Economique et Social (SNDES) pour la période 2013-2017. Cette vision consiste à adopter des orientations nationales et des normes sectorielles aux spécificités des territoires régionaux et locaux afin d'assurer leur développement. Ceci devrait permettre de lutter efficacement contre la pauvreté et la vulnérabilité de leurs populations. S'inscrivant dans la même perspective, l'acte III de la décentralisation lancé depuis mars 2013 à la faveur de la deuxième alternance politique au Sénégal consacre les principes de la territorialisation des politiques publiques et de la participation.

Pour rappel, l'acte I du processus de décentralisation a démarré en 1972 avec l'inclusion du monde rural sénégalais dans le processus de décentralisation par la création de la communauté rurale en tant que collectivité locale. L'acte II dénommé régionalisation a introduit, à partir de 1996, une troisième échelle de gouvernance locale en octroyant à la région la personnalité juridique, en élargissant les domaines de compétence des collectivités locales et en érigeant comme principe le contrôle de légalité en lieu et place de la tutelle administrative que l'Etat exercer jusqu'alors sur ces entités. L'acte III de la décentralisation constitue ainsi une avancée dans la mesure où il vise à renforcer les compétences des territoires en matière de développement économique, simplifie l'architecture administrative et suivant le principe de la subsidiarité, redéfinit les responsabilités entre l'Etat central et les différents niveaux de décentralisation à savoir la Commune, le Département –nouveau échelons de collectivité locale- et le Pôle Territoire. Sous ce rapport, il ressort une volonté plusieurs fois manifestée par les pouvoirs publics sénégalais de promouvoir l'autonomisation des territoires à travers un développement local endogène, participatif et durable. Le programme CIDEL s'est employé à accompagner cette dynamique à travers la promotion du développement local.

¹ Territorialisation des politiques publiques; note technique PSE, GC2014, page 3.

Les objectifs du programme et ses résultats

Le programme CIDEL vise à renforcer les capacités des acteurs locaux, à encourager les initiatives de développement local et à promouvoir de nouveaux outils pour une valorisation des ressources des territoires. Il offre l'occasion de faire des collectivités locales les relais des approches sectorielles souvent cloisonnées. En effet, «divers acteurs territoriaux déploient des expériences innovantes de développement de leur territoire qui ne demandent qu'à être capitalisées, reconnues, consolidées à l'heure de la territorialisation des politiques publiques²». En outre, le CIDEL a permis une promotion de la recherche-action en matière de développement économique et social. La collaboration judicieuse entre autorités centrales et locales, experts internationaux et nationaux, universitaires, praticiens et populations locales dans le cadre des activités du CIDEL en est une preuve manifeste.

Les activités: promotion des territoires et des connaissances.

Concours National sur les pratiques innovantes en développement local.

L'objectif général du Concours a été d'identifier et de capitaliser les expériences innovantes en matière de développement local qui se déroulaient déjà au Sénégal mais qui restaient méconnues ou peu valorisées. Il s'agissait donc aussi de contribuer à une meilleure diffusion au plan national et international de ces expériences pour les rendre visibles et, éventuellement, répliquables. Ce projet a permis avant tout de répertorier les bonnes expériences en matière de développement local portées par les collectivités locales et les Organisations Communautaires de Base (OCB) au Sénégal, de les documenter, analyser, capitaliser et, enfin, de les valoriser.

Sur la base d'une démarche décentralisée et démocratique, avec la mise sur pied des comités chargés de la présélection au niveau des régions, l'implication des agences régionales de développement (ARD), des services techniques déconcentrés de l'Etat notamment les services régionaux d'appui au développement local (SRADL) et de personnes ressources, le Concours National a démarré en juillet 2015.

MINISTÈRE DE LA GOUVERNANCE LOCALE, DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (MGLDAT)
Cellule de planification et d'évaluation technique des programmes et projets
Programme Connaissance Innovatrice et Développement Local (CIDEL)

CONCOURS NATIONAL SUR LES PRATIQUES INNOVANTES EN DÉVELOPPEMENT LOCAL

Cibles :

- Les collectivités locales
- Les organisations communautaires de base

Critères de sélection

- Caractère innovant de la pratique
- Ancrage dans la communauté
- Viabilité / durabilité de la pratique

Champs prioritaires des pratiques

- Accès aux services sociaux de base
- Développement économique local
- Gouvernance territoriale

Modalités pratiques

- Une pré sélection des 2 meilleures pratiques au niveau de chaque région par un comité régional. Une CL et une OCB seront pré sélectionnées par région
- Une sélection des 3 meilleures pratiques au niveau national par le comité scientifique du concours. 3 CL et 3 OCB seront primées au niveau national

Dates de dépôt : du 15 août au 15 septembre 2014 au niveau des ARD ou des SRADL de chaque région

Contacts :
77 650 38 36 ou 70 652 54 58
concoursidel@gmail.com
www.coopérationdecentralisée.sn

Universités Partenaires :

Affiche pour le lancement du Concours national sur les pratiques innovantes en développement local

² Sambou Ndiaye : Rapport provisoire Concours national sur les pratiques innovantes en développement local, page 2, édition 2014-2015.

Au total 20 collectivités locales et 86 organisations communautaires de base avaient participé à l'initiative. A la fin de la phase de présélection régionale, 12 expériences portées par des collectivités locales et 14 autres présentées par des OCB ont été retenues pour la sélection finale, à l'issue de laquelle 3 projets ont été primés dans chaque catégorie pour un total de 6 expériences.

Le travail de capitalisation des expériences a pu être effectué grâce à la collaboration de plusieurs universités et instituts de recherche et formation du Sénégal, qui ont mis à la disposition du projet les étudiants et les professeurs chargés de réaliser et superviser les études de capitalisation suite à une formation spécifique sur les méthodologies de recherche participative afin d'assurer le processus de systématisation. Les projets ont révélé les pratiques et expériences issues des différentes régions du Sénégal et portant sur les secteurs prioritaires du développement: agriculture, élevage, environnement, assainissement, transformations des produits locaux, ressources naturelles, etc. Il est envisagé, au niveau national, la mise en œuvre d'un programme national de gestion et de valorisation des connaissances qui sera alimenté par ces pratiques capitalisées. Les Universités partenaires ont manifesté leur intérêt à s'appuyer sur ces pratiques pour leur intégration dans les programmes d'enseignement et de recherche.

La Summer School «Le développement sera local ou ne sera pas»



Visite à une unité de transformation de céréales pendant la Summer School nationale de Kaolack, juin 2015

Le programme CIDEL a aussi permis la mise en pratique du concept Summer School ou Universités d'été. La Summer School a représenté d'une part une opportunité d'échange mutuel

de savoirs et d'expériences entre les praticiens et les universitaires intervenant dans le développement local et d'autre part entre des experts sénégalais et italiens sur la thématique du développement local et de la participation citoyenne.

La finalité de la Summer School était de sensibiliser les acteurs nationaux et locaux sur les enjeux du développement local afin de renforcer les capacités des différents participants dans leur approche et action en faveur du développement local et de la participation citoyenne. Déjà initiée en Italie³ en septembre 2014, la méthode a été testée au Sénégal. La première édition tenue à Kaolack au courant juin 2015 intitulée «Le développement sera local ou ne sera pas» portait sur le thème du développement local et de la participation citoyenne. L'expérience, qui constitue une première en matière de plaidoyer pour le développement, a connu un véritable succès. A travers plusieurs ateliers de réflexions et débats, différents praticiens ont confronté leurs visions et leurs expériences pour arriver à une même vision du développement économique et social plus soutenable.

La Summer School de Kaolack a été un espace et un moment d'échanges et de réflexions entre élus locaux, agents des services techniques, opérateurs du secteur privé et universitaires à travers des travaux en plénière et des visites d'expériences sur le terrain.



Journée de clôture de la Summer School, Kaolack, juin 2015

³ En effet, la première partie de cette Summer School s'est déroulée en Italie du 13 au 27 septembre 2014 dans les régions d'Emilia Romagne (du 15 au 19 septembre 2014) et celle de Ligurie (du 22 au 26 septembre 2014) et se voulait un espace de dialogue sur les dynamiques de développement local, avec un focus sur la gouvernance participative et le tourisme intégré et durable.

L'initiative a abouti à un projet de collaboration entre la Région de Kaolack et la Région Ligurie qui se sont engagées à collaborer au développement d'un plan participatif de tourisme intégré de la zone du Sine Saloum⁴.

En effet, du 14 au 23 novembre 2015 deux experts de la région Ligurie sont revenus au Sénégal pour une première mission visant la faisabilité du projet. La pertinence du projet explique les actuelles pistes de collaboration avec la Coopération Japonaise (JICA) et le Ministère du Tourisme et des Transports Aériens (MTTA), engagés dans le même processus de construction des projets touristiques durables au niveau des nouveaux pôles créés avec l'Acte III de la Décentralisation notamment le pôle Casamance et Sine Saloum.

Ce projet ambitieux implique la promotion du tourisme axé sur la connaissance et la valorisation des potentialités locales (sites historiques, ressources locales, etc.) et sur la définition des parcours touristiques tenant compte des offres environnementales, historiques et culturelles de chaque localité. L'idée de constitution du Pôle territoire Sine Saloum dans le cadre de la mise en œuvre de la seconde phase de l'Acte III de la décentralisation corrobore cette initiative.

Marketing territorial et brochures de présentation des territoires

L'approche territoriale a pris une place importante dans le contexte de promotion de la bonne gouvernance et du développement durable. Dans la nouvelle politique de décentralisation, la territorialisation est devenue un processus et une voie incontournable pour l'essor des collectivités locales puisqu'elle fait appel aux ressorts du développement local.

En effet, elle permet d'identifier et de dynamiser les ressources culturelles et économiques des territoires. Elle favorise une valorisation des potentialités locales et une amélioration des conditions de vie des populations locales. Elle contribue au développement local avec la formulation et la mise en pratique de projets territoriaux durables et rentables.

Les activités de Marketing Territorial initiées dans le cadre du programme CIDEL ont abouti à la réalisation d'une brochure de présentation des territoires pour les régions de Kaolack et Sédhiou, zones d'intervention prioritaires du programme, en version électronique, papier et en format vidéo. Ces mêmes supports ont été exposés lors de la visite d'une délégation sénégalaise au Pavillon KIP IS à l'Exposition universelle de Milan 2015. Ces brochures sont un instrument utile pour faciliter les rapports avec les partenaires éventuels en tant qu'outil de valorisation du territoire, mais aussi en raison du processus participatif utilisé pour leur rédaction.

Les brochures visent la promotion du territoire et de ses potentialités et impliquent un travail préalable de cartographie et recensement des ressources, matérielles et immatérielles du territoire effectué de façon participative avec l'implication active de tous les acteurs locaux, accompagnés par des experts nationaux et internationaux. Pour ces raisons, elles représentent un outil important et crédible dans le processus de création de partenariats, aussi bien que pour

⁴ La zone de Sine Saloum couvre les régions administratives de Kaolack, Fatick et Kaffrine.

le rôle de guide dans la définition des priorités de développement des territoires vers lesquels tous partenariats et projets devraient être adressés.

En plus des brochures, un certain nombre d'acteurs locaux de deux régions a pu bénéficier d'une formation spécifique et certifiante en Marketing Territorial dispensée par l'Université Alioune Diop de Bambey, partenaire du programme CIDEL. L'objectif était de constituer une masse critique de personnes ressources capables de soutenir d'autres acteurs locaux intéressés à la matière et d'accompagner les collectivités territoriales dans le parcours de connaissance et valorisation de leurs territoires.

D'une manière générale, l'adoption d'une démarche de Marketing Territorial permet de rendre visible les opportunités présentes au niveau local pour soutenir des dynamiques en faveur du développement territorial et permet ainsi «d'orienter la coopération [...] vers un développement territorial harmonieux plutôt que vers les investissements ponctuels et isolés à la demande d'une seule collectivité locale»⁵. Le processus ainsi enclenché devrait permettre aux territoires sénégalais d'une part de disposer de spécialistes en matière de marketing territorial et d'autre part d'intégrer la démarche dans la planification et la mise en œuvre des politiques locales.

Analyse critique: points forts et faiblesses

Innovation et décloisonnement

Le programme CIDEL à travers la formulation et la mise en pratique des trois concepts décrits plus haut, constitue un cadre favorable à la reconnaissance mutuelle des acteurs, à la concertation et à la construction de projets collectifs.

Il a permis de réabsorber les distances entre décideurs, experts et acteurs locaux, le décloisonnement des acteurs et des pratiques du développement entre différents échelons de développement territorial (national, régional, départemental et local) ainsi qu'une capitalisation de connaissances innovatrices sur les territoires engagés. Pour exemple, le concours national sur les pratiques innovantes en développement local enseigne que les territoires sont eux-mêmes producteurs de solutions aux problématiques rencontrées par les populations. Ainsi faisant, ils se positionnent comme sujets capables d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques publiques qui, malheureusement, parfois ne sont pas suffisamment prise en compte par le niveau central. Ce dernier gagnerait à renforcer, orienter et encadrer ces dynamiques positives.

Implication des acteurs

L'intervention du programme CIDEL a introduit une approche novatrice, pluridisciplinaire et multisectorielle qui a permis de réunir autour d'enjeux de développement local des acteurs venants de différents milieux et domaines d'actions. Dans ce sens, il a démontré la valeur ajoutée d'un partenariat stratégique entre milieux universitaires et institutions publiques pour

⁵ Rapport d'évaluation finale du CIDEL, aout 2015.

une production de connaissances innovatrices sur les territoires dans un contexte d'émergence, au Sénégal, d'universités territoriales.



Travail de groupe mixte avec les acteurs sénégalais et ceux de la Région Emilie-Romagne

Le programme CIDEL a été l'expression d'un partenariat stratégique entre institutions publiques, partenaires italiens et acteurs à la base. L'innovation majeure a été l'association de différents acteurs (autorités étatiques, bailleurs de fonds, experts et chercheurs) pour une synergie des efforts et des moyens en faveur du développement.

Il été noté, au cours de l'intervention, l'implication des universitaires et chercheurs issus de la presque totalité des universités et des centres de recherche et formation du Sénégal. Constitués en Comité Scientifique, ces derniers ont accompagné le processus de conception et de mise en œuvre de la presque totalité des activités du Programme CIDEL.

Par ailleurs, les activités développées en partenariat avec le CIDEL ont permis la responsabilisation des acteurs locaux. Les Summer Schools organisées en Italie (régions Emilie-Romagne et Ligurie) et à Kaolack au Sénégal ont favorisé un contact et un enrichissement mutuel. Les expériences portées et vécues par les acteurs ont servis de supports à la réflexion. Les experts et universitaires étaient plutôt dans une position inhabituelle d'apprenants. C'est dire que l'approche développée par le programme CIDEL a permis d'accentuer l'autopromotion des acteurs locaux car construite à l'intérieur des communautés locales et portée par des acteurs locaux eux-mêmes.

Difficultés rencontrées

Si bien cette approche pluridisciplinaires et multi-acteurs représente un des aspects novateurs du programme, elle a en même temps été à la base de plusieurs retards et critiques. La dimension géographique, aussi bien que les différents milieux, formations et échelons institutionnels des acteurs impliqués dans les différents processus, ont parfois rendu difficile l'harmonisation et le respect du calendrier. Les changements institutionnels intervenus au cours de la période de réalisation du programme ont occasionné des ajustements fréquents du calendrier et des activités.

En général, le pas de temps de l'intervention du programme CIDEL a montré ses limites de l'inadéquation entre sa durée et la nécessité d'imprégnation, de compréhension et d'apprentissage que requiert une telle démarche. Le décalage entre certaines attentes notamment des élus locaux préoccupés par des résultats «concrets» et la dynamique de coproduction prouve à souhait le changement de paradigme qui doit soutenir les nouveaux enjeux en matière de coopération décentralisée.

Conclusions et perspectives

Comme l'a souligné Mme Stefania Cametti de la Direction Générale de la Coopération au Développement du Ministère des Affaires Etrangères lors de la cérémonie officielle d'ouverture de la Summer School de Kaolack, «le transfert de savoir-faire en faveur des acteurs au niveau local, les instruments de marketing territorial, la promotion d'un concours national sur les pratiques innovantes et les Summer School contribuent à rendre lisible la stratégie de réduction de la pauvreté au niveau local⁶».

Le programme CIDEL a contribué à relever les défis majeurs de gouvernance locale, de croissance durable et de promotion des territoires. Le programme en soi est un exemple concret d'un type de partenariat gagnant-gagnant multi-acteurs et multisectoriel, condition essentielle pour un développement local efficient et durable c'est-à-dire «un processus porté par les acteurs institutionnels, privés et communautaires locaux dans le but de promouvoir la revitalisation durable du territoire articulé à son environnement⁷».

Les «pratiques innovantes en développement local mettent en évidence les initiatives, approches ou formes novatrices que les acteurs locaux inventent ou s'approprient en vue de résoudre leurs problèmes, de réaliser leurs aspirations ou de profiter d'opportunités⁸».

En concert avec le Programme Universitas de l'Ecole Internationale KIP, le programme CIDEL a développé une stratégie de pérennisation des principaux acquis ainsi engrangés. Cette stratégie repose d'une part sur la restructuration et l'autonomisation du Comité Scientifique et d'autre part sur le développement d'un programme national de gestion et de valorisation des connaissances en matière de développement territorial.

⁶ Discours d'ouverture officiel de Mme Stefania Cametti à la Summer School de Kaolack, 22-26 juin 2015.

⁷ Note d'orientation sur *Les pratiques innovantes en développement local*, juillet 2014, page 3.

⁸ Idem, page 3.

Le processus de capitalisation et d'institutionnalisation du Concours National est déjà engagé à travers la poursuite du partenariat entre le Programme Universitas de KIP IS et le Comité scientifique du Concours national qui s'est muté récemment en association à but non lucratif. Ce nouveau statut ouvrira des perspectives d'élargissement et de mobilisation des partenaires techniques et financiers autres que la coopération bilatérale italienne.

La consolidation de cette collaboration s'est donc avérée nécessaire avec un projet de création d'une plateforme électronique au Sénégal qui sera mise à contribution pour aider à la diffusion des bonnes pratiques identifiées et à partager les connaissances et les opportunités en matière de développement local présentes tant au niveau national que international.

En termes de modélisation, la phase de réécriture et d'édition actuellement en cours des expériences, documentées à travers le Concours national et répondant aux normes d'innovation et de promotion socioéconomique, constitue un moment crucial. La reformulation des rapports de capitalisation par des enseignants issus des universités partenaires des différentes expériences de développement local ayant émergées à l'issue du concours national permet d'envisager une possibilité d'une publication selon les normes internationales en la matière. D'ores et déjà, les universitaires réunis autour du Comité scientifique ambitionnent de créer un master interuniversitaire portant sur le développement territorial et s'inspirant essentiellement sur les pratiques innovantes capitalisées et modélisées à l'issue du processus d'édition.

Pour ce faire, faudrait-il que ces pratiques éprouvées en développement local soient mieux partagées et diffusées dans une perspective de replicabilité. Le projet de création d'une plateforme nationale de gestion des connaissances en matière de développement local va être un moyen de pérennisation des acquis et des instances préalablement mises en place pour assurer la durabilité des bonnes pratiques.

La collaboration MGLDAT-KIP IS: territoires attractifs pour un développement durable

Compte tenu des activités réalisées ci-dessus mentionnées, ce n'est donc pas au hasard que le CIDEL a été invité à participer à l'Exposition Universelle Milan 2015 par KIP IS.

L'intitulé du Pavillon «Les territoires attractifs pour un développement durable» ne laisse aucun doute sur la pertinence de la participation du CIDEL à cette manifestation. En effet, l'objectif même du programme visant le développement local des territoires sénégalais à travers l'identification et la mise en valeur de leurs ressources et potentialités, explique la présence du CIDEL dans le Pavillon KIP IS, aujourd'hui reprise par le MGLDAT.



Photo de droite: débat dans le grand auditorium du pavillon KIP IS à Expo Milan 2015;

Photo de gauche: arrivée du Ministre Abdoulaye Diouf Sarr au pavillon accueilli par le Président de KIP IS, M. Luciano Carrino

D'ailleurs grâce à la collaboration avec l'Ecole Internationale KIP, certains aspects sont devenus le trait distinctif du programme CIDEL. L'approche fortement participative et inclusive confirmée par les acteurs territoriaux lors de l'exercice d'évaluation finale a inscrit le CIDEL dans une trajectoire de recherche-action et de co-production. Les acteurs impliqués dans les différents processus couvrent un répertoire vaste et divers en termes de couverture géographique, de domaine d'intervention, de catégorie socio professionnelle.

Au niveau national, plusieurs instances du Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire (MGLDAT) ont accompagné et soutenu les différents processus. Sur le plan local, les universités, les services déconcentrés de l'état, les collectivités locales et les acteurs privés ont également intervenu. Des activités innovatrices ont déjà été focalisées dans des régions spécifiques, notamment Kaolack et Sédhiou, d'autres ont concerné la totalité du territoire national.

Fort de tous ces aspects, les activités menées dans le cadre du Programme CIDEL s'intègrent bien au concept «Territoires attractifs pour un développement durable». En effet, dans le souci d'atteindre les objectifs de l'Agenda ONU à l'horizon du 2030, le projet KIP IS vise un double objectif: d'abord contribuer à diffuser, valoriser et mettre en réseau les nombreuses expériences et ensuite formuler des solutions concrètes aux problèmes économiques, sociaux et environnementaux. Ce faisant, KIP IS cherche à stimuler le dialogue entre organisations de base, gouvernements, organisations internationales, banques et secteur privé pour bâtir ensemble une proposition de collaboration concrète pour un développement meilleur.

C'est exactement sur la base de cet objectif commun, que le programme CIDEL et KIP IS ont bâti leur collaboration.